

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la Mauritanie.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>4</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions: (Gestion directe)**

##### **a) Objet de la(des) subvention(s)**

Une subvention sera octroyée afin de mettre en œuvre l'ensemble du volet 3 de l'action (produits 3.1 et 3.2).

##### **b) Type de demandeurs visés**

La subvention sera octroyée à une organisation de droit public ou privé.

##### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à une entité sélectionnée sur la base des critères suivants : expérience relative aux projets de renforcement du nexus sécurité / développement, expérience de coopération avec la Garde nationale en Mauritanie, expérience dans la mise en œuvre d'actions dans la région en crise du Hodh Ech Chargui.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié, dans la mesure où la région concernée se trouve dans l'une des situations de crise visées à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier à la date de la décision de financement, sur base de l'article 195 a) du règlement financier, s'agissant d'une action relative à ladite situation de crise. Ce projet vise à adresser directement la situation de crise au niveau de la région prioritaire frontalière avec le Mali (approche territoriale intégrée).

#### 4.4.2 Gestion indirecte avec une entité ayant passé les piliers

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la FIIAPP.

<sup>4</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.